

Monsieur le Maire,
Madame le Préfet,
Mes Chers Collègues,
Mesdames, Messieurs,

En adressant à chacune et à chacun d'entre vous des vœux de bonne et heureuse année en ce début de janvier, je souhaite en premier qu'en 2017, malgré le terrorisme, malgré les incertitudes économiques et politiques, l'état d'esprit d'une majorité de nos concitoyens priorise l'espoir plutôt que l'inquiétude, la volonté de construire plutôt que le repli sur soi. Nous avons besoin dans cette société d'échanger, de communiquer, de construire ensemble.

Redonner confiance, tel est le devoir de tout responsable. Notre Nation a de grandes capacités, et dans ce monde en pleine mutation, ce n'est pas le pays où l'on vit le plus mal, n'en déplaise à ceux qui n'ont de cesse de considérer que vivre en France est insupportable et que l'Europe serait la cause de tous les malheurs.

Espérer, ce n'est pas ignorer et éluder les difficultés, mais au contraire les anticiper, et pour le moins y faire face.

Je voudrais souligner combien nous pouvons être fiers collectivement de ce dont nous sommes capables. Nous vivons dans un monde où la population est passée en quelques décennies de 3 à 7 milliards, où les mutations technologiques n'ont jamais été aussi rapides dans l'histoire, où la communication se fait à la vitesse de la lumière d'un bout de la planète à l'autre, où l'information se cristallise constamment sur tous les conflits, les drames.

Comment imaginer que de telles évolutions n'engendrent pas des conflits d'un type nouveau, où tout simplement de nouvelles façons de vivre au quotidien !

Rien d'étonnant que devant ces mutations des millions d'hommes, voire des nations, se réfugient dans le fanatisme religieux, le repli sur soi, l'illusion de recréer des frontières étanches pour tenter de revenir à nos façons de vivre des siècles précédents. C'est le discours des extrêmes de toute nature, il doit être combattu fortement parce que c'est le discours du mensonge.

S'il est un domaine où le repli sur soi est une aberration, c'est bien l'économie et chacune et chacun d'entre vous le sait de par ses responsabilités. Là encore, si notre pays veut être performant dans le développement et la modernisation de son économie, il ne peut le faire qu'avec ses partenaires européens face aux grands empires qui se constituent, de la Chine à l'Amérique du Nord, et qu'en étant courageux et lucide devant les mutations technologiques avec lesquelles nous devons apprendre à travailler et dont nous devons anticiper les conséquences, ce que vous savez déjà faire quotidiennement.

Le protectionnisme peut avoir un sens à l'échelle européenne. Il est strictement aberrant à l'échelle de la Nation.

Rester sur des organisations du travail - même si c'est difficile à faire entendre à nos concitoyens - calées sur les principes du siècle dernier est absurde et contre productif.

Quand la communication se fait au dessus des frontières à la vitesse de la lumière :

- il faut entendre que la mobilité, dans les formations, dans les métiers, dans les territoires deviendra courante,
- il faut entendre que le dossier cardinal de ces prochaines années (pourtant éludé par presque tous les candidats, sauf un à la présidentielle) est celui de l'intelligence artificielle, de la robotisation, des ordinateurs quantiques,

de la domotique à grande échelle et chez chaque citoyen... avec la disparition de très nombreux emplois et l'urgence d'anticiper pour faciliter la création de nouvelles formations, de nouveaux emplois,

- il faut entendre que les modes de production d'énergie vont se transformer avec en proportion moins d'énergies carbonées, la montée en puissance de l'électricité, de l'hydrogène.

Ce seront de nouveaux chantiers, de nouveaux challenges, de nouveaux espoirs et aussi le moyen de mieux lutter contre les inégalités sociales, contre la pauvreté, ce fléau de la société actuelle.

D'une manière générale, notre pays a le besoin impérieux de libérer les énergies, pas par une concurrence exacerbée car l'Etat doit préserver les grands équilibres et conserver une puissance d'intervention économique, mais par moins de contraintes législatives et réglementaires qui tuent l'initiative et sont en fait la conséquence de la sur-administration dans les administrations centrales et du poids excessif de la haute fonction publique dans nos institutions.

Notre territoire dans tout cela :

Il connaît des préoccupations souvent récurrentes mais aussi des raisons d'espérer, notamment par votre activité, tout ce que vous réalisez chaque jour.

La politique que nous menons tous ensemble :

Nous menons une politique partenariale avec les autres collectivités que sont le Conseil départemental et le Conseil régional. J'allais dire malgré la loi NOTRe et la vision parisienne et métropolitaine.

Avec le Conseil départemental :

Nous avons une collaboration efficace et équilibrée, avec une vision commune sur de grands dossiers d'aménagement du territoire : l'Enseignement supérieur

(combat pour la création d'un 3^e département avec le concours de l'Etat), car nous avons besoin de faire vivre l'intelligence, que ça participe au maintien de l'activité, et que c'est un apport de matière grise essentiel pour le territoire ; la Ligne aérienne – l'aéroport, l'Ecole d'équitation, le contrat entre le Conseil Départemental et la Communauté d'Agglomération où les concours facilitent la réalisation des équipements.

Dans nos territoires ruraux, fragiliser le Département c'est fragiliser nos intercommunalités et communes. A ceux qui pensent qu'on peut remplacer le Département par de grandes intercommunalités, je dis que ce n'est pas le bon choix.

Avec le Conseil régional :

Vous savez ce que je pense de la fusion, mortifère pour un territoire comme le nôtre. 8 à 9 h Aller-Retour pour aller à Lyon, 2 jours pour une demi heure de réunion, 4 élus sur 204...

Une seule solution : discuter directement avec l'exécutif régional. Certains m'ont reproché d'avoir de bonnes relations avec le Président Wauquiez ; je l'assume. Si je ne partage pas sa sensibilité politique, je me réjouis du travail constructif que nous menons et le pacte pour le Cantal auquel il a rappelé que j'ai beaucoup collaboré est un « plus » pour le territoire cantalien. Allons-nous regretter la prise de compétence de la ligne aérienne avec un quasi doublement de la subvention qui passe à 350 000 euros, allons-nous regretter le soutien à l'IUT... ? !

Et le Festival Eclat aussi, car c'est une manifestation qui a des conséquences économiques : il y a un maintien des subventions de la Région sur 5 ans et j'en remercie la Vice-Présidente Florence Verney-Carron qui a pris la mesure de nos besoins et de nos objectifs.

Je me réjouis aussi des excellentes relations avec le Sénateur-Maire de Lyon, Gérard Collomb, sachant quand même que la collaboration avec la métropole de Lyon est techniquement difficile et ne pourra être que ponctuelle.

Les difficultés récurrentes, et que vous vivez au quotidien comme les élus que nous sommes :

- Nous avons le problème du financement de nos collectivités, les baisses de dotations - dont je n'ai jamais contesté le principe, mais l'injustice de la répartition - et l'injustice de la fiscalité locale (silence radio de tous les candidats !). C'est pourtant un problème fondamental, car avoir un faible potentiel fiscal et un impôt local élevé, c'est difficile ; et malgré cela nous n'augmentons pas les taux : nous maintenons à la CABA depuis 2001 la stabilité des taux d'imposition (hormis sur la TASCOM, ce qui se justifie).
- L'accessibilité du territoire :
Elle connaît des progrès mais aussi des reculs :
 - . En progrès la ligne aérienne, qui pour la première fois depuis que la ligne existe à Aurillac a dépassé en 2016 les 30 000 passagers. Il est vrai que les difficultés sur les lignes ferroviaires ne poussent pas les gens à prendre le train. C'est une bonne chose d'avoir une ligne aérienne qui fonctionne, mais s'il est difficile de gérer un aéroport pour lequel nous sommes soumis aux mêmes contraintes qu'à Orly et Roissy.
 - . Concernant la RN 122, c'est bien parti : les travaux doivent débuter en 2017 et se poursuivre en 2018 et 2019. Il ne faut pas qu'ils prennent de retard, nous en avons déjà trop subi. Et il reste le problème des tronçons suivants, sur Maurs et Polminhac.

. Sur la fibre optique, le dossier avance mais trop dans le flou.

. Sur la téléphone mobile, la situation se dégrade et ce n'est pas normal que nous subissions des régressions.

Nous avons la volonté d'intégrer le territoire dans les nouvelles technologies :

- Travail d'étude sur les réseaux intelligents, sur les smart grid ;
- dans le cadre du Territoire à énergie positive, nous travaillons sur la mobilité, les navettes électriques, le projet de Pôle Intermodal avec bornes électriques, station hydrogène, covoiturage, location vélos électriques. On essaie de préparer un dossier en concordance avec toutes ces évolutions.
- nous avons la volonté d'être un territoire producteur d'énergie, à l'exemple du photovoltaïque au sol (d'initiative de la CABA avec les 5 ha implantés à Tronquières, et poussé à Arpajon, Jussac, Marmanhac). Ces installations ont produit en 2016 pour la CABA des ressources fiscales de 169 000 euros ; les 141 ha dont 48 de panneaux ont généré 51 Mégawatts, soit 40 % de la production départementale.
- Une nouvelle OPAH 2017-2021 sur les 25 communes avec plus de 7 millions d'euros de subventions ANAH, CABA, ETAT, axés sur les économies d'énergie et la transition énergétique, ce qui génèrera 20 M€ de travaux chez les particuliers.

Cela est important mais il faudra aller plus avant sur la question du centre ancien de nos communes, qui subissent trop de contraintes architecturales.

Notre SCOT est presque terminé : nous avons essayé de préserver le maximum de liberté pour les communes.

Parmi nos autres grands projets :

- Lancement d'une unité de méthanisation avec fabrication d'hydrogène : dossier de plus de 6 millions d'euros autour de Souleyrie qui, je crois, sera tout à fait exemplaire.
- Il y a aussi le dossier important du lancement de la nouvelle unité de traitement de l'assainissement à Souleyrie (plus de 30 millions d'euros dont 19 millions de subventions de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne), qui contribuera à améliorer l'assainissement et donnera du travail aux entreprises.
- Développement économique : GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), construction de la 6^e tranche du Pôle immobilier d'entreprises, le développement d'ABEIL pour lequel nous poursuivons la coopération avec la société Eurocomfort avec la construction d'un bâtiment, poursuite d'ESBAN et de son extension.
- Le dossier de la Sablière : d'aucuns pensent que c'est l'Arlésienne, j'ai toujours pensé que nous y arriverions même si cela n'a pas été facile ; en tout cas, nous n'avons pas toujours été aidés par une partie du monde économique. La Sablière se fera : après les décisions de la Cour Administrative d'Appel, les travaux commenceront en 2017, soit plus de 60 millions d'euros d'investissements indispensables.
- Poursuite de notre politique de construction de grands équipements dont la 2^e tranche des tribunes du Stade Jean Alric et les gros dossiers de

développement touristique : Carlat, Lac Saint-Etienne Cantalès,
Mandailles Saint-Julien de Jordanne.

Je n'oublie pas la poursuite des investissements sur les transports urbains, achat de bus, sur le réseau d'eau, sur les déchets avec la construction du centre de pré-tri.

Car la CABA, c'est l'investissement, les grands projets mais aussi le service au quotidien : eau, assainissement, déchets, transports et l'entretien de nos grands équipements (Prisme, Centre aqualudique, «Parapluie», Médiathèque dont le succès est considérable et qui est un élément important de la vie quotidienne de nos concitoyens sur toute l'Agglomération et au delà), car si nous voulons conserver et attirer de la population, nous avons un besoin vital d'apporter ces services.

Tout cela ressort d'une vision cohérente pour notre territoire, d'une vision s'inscrivant non dans la mode, mais dans la modernité.

Je veux dire en conclusion aux entrepreneurs, dont nous avons le plus grand besoin, que l'activité économique est indispensable, l'a toujours été. L'action pose toujours un certain nombre de problèmes ; les élus sont conscients du besoin d'aller vers plus de facilitation, de simplification. Les élus, quelles que soient leurs origines, sont conscients de la nécessité d'avoir un contact fort avec les chefs d'entreprises. L'ensemble des élus de la CABA connaît les difficultés auxquelles il font face, connaît aussi leur engagement, leurs réussites, ce qui me permet au nom de tous les élus de la CABA de vous dire merci et bonne et heureuse année !